



République de Côte d'Ivoire

Union - Discipline – Travail

Porte- parolat du Gouvernement

COMMUNIQUE DU CONSEIL DES MINISTRES DU MERCREDI 26 /09/2012

Le mercredi 26 Septembre 2012, un Conseil des Ministres s'est tenu de 10h à 12h30 au Palais de la Présidence de la République à Abidjan, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Alassane OUATTARA, Président de la République, Chef de l'État.

L'ordre du jour de cette réunion comportait les points suivants :

A/- Mesures Générales

- Projets de lois
- Projets de Décrets

B/- Mesures individuelles

C/- Communications

D/- Divers

A/-MESURES GENERALES / PROJETS DE LOIS

1- Au titre du Ministère délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Justice.

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté quatre projets de loi :

a- Un projet de loi portant révision de la Constitution, en vue de permettre la ratification par la Côte d'Ivoire du statut de Rome de la Cour Pénale Internationale (CPI).

Cette révision était nécessaire en raison de la non-conformité de certaines dispositions du Statut de Rome de la CPI avec la Constitution Ivoirienne.

b- Un projet de loi autorisant le Chef de l'Etat à ratifier le Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale,

Bien que la Côte d'Ivoire ait signé le traité instituant la Cour Pénale Internationale, et que les autorités Ivoiriennes aient, à plusieurs reprises, reconnu l'autorité de celle-ci, aucun instrument juridique n'avait été pris pour ratifier ce traité.

c- Un projet de loi portant abrogation des alinéas 2 et 3 de l'article 200-2 du code pénal.

L'abrogation des dispositions correspondantes permettra aux agents de l'Etat en charge de la production de statistiques, de réaliser plus efficacement et plus complètement leur mission, sans enfreindre les lois en vigueur.

d- Un projet de loi modifiant l'article 2 de l'ordonnance n°2011-258 du 28 septembre 2011, relative à l'enregistrement des naissances et des décès survenus durant la crise postélectorale.

La crise postélectorale a entravé le fonctionnement des services de l'Etat, ce qui n'a pas permis aux populations de se conformer, en matière d'Etat civil, aux textes de lois en vigueur. Le délai initialement accordé à ces populations n'ayant pas suffi à remédier à cette situation, il s'est avéré indispensable de le proroger de un (1) an, à partir de la promulgation de la loi proposée.

2- Au titre du Ministère délégué auprès du Premier Ministre, chargé de la Justice en liaison avec le Ministère de la Famille, de la Femme et de l'Enfant

Le Conseil a adopté un projet de loi abrogeant l'article 53 et modifiant les articles 58, 59, 60 et 67 de la loi n°64-375 du 07 octobre 1964 relative au mariage, modifiée par la loi n°83-800 du 02 août 1983.

Ces mesures ont pour but de renforcer le principe de l'égalité des époux, progressivement mis en œuvre dans la plupart des Etats du monde, d'accroître l'autonomisation de la femme, et de permettre à notre pays de se conformer à ses engagements internationaux, en particulier, celui relatif à l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes.

Ainsi, en attendant une réforme plus complète du code de la famille, le Gouvernement propose à travers ce projet de loi, de supprimer les aspects les plus archaïques des textes en vigueur.

A/-MESURES GENERALES / PROJETS DE DECRETS

1- Au titre du Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida, en liaison avec le Ministère de l'Economie et des Finances.

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté un décret portant dissolution de l'Etablissement Public National à caractère industriel et commercial dénommé Pharmacie de la Santé Publique de Côte d'Ivoire (PSP-CI).

Le Conseil a ensuite adopté **un décret** créant la Nouvelle Pharmacie de la Santé Publique de Côte d'Ivoire (NPSP-CI), de type Association Sans But Lucratif (ASBL).

Les difficultés structurelles de la PSP, ainsi que la précarité de sa situation financière justifient cette réforme qui doit, non seulement

assainir sa situation financière, mais également traiter définitivement la question de la disponibilité des médicaments à tous les niveaux de la pyramide sanitaire. La Nouvelle PSP-CI, personnalité morale de droit privé, sera régie par une convention avec le Gouvernement, et pourra mieux assurer ses missions de service public.

2- Au titre du Ministère de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication.

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté un décret portant organisation et fonctionnement de la société d'Etat dénommée Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications / TIC (ANSUT).

L'ANSUT, qui reprend les activités actuelles du Fonds National des Télécommunications (FNT), aura entre autres missions, de veiller à l'accès de toutes les populations, en particulier, les plus défavorisées, aux outils et prestations essentiels de télécommunications/TIC, sur l'ensemble du territoire national.

B/-MESURES INDIVIDUELLES

1- Au titre du Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur

Le Conseil a adopté un projet de décret portant nomination dans les fonctions de Préfets de Région et de Préfets de Département. Ces nominations seront rendues publiques dans les prochains jours par le Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur.

2- Au titre du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative en liaison avec le Ministère d'Etat, Ministère des Affaires Etrangères

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté deux communications relatives au détachement de fonctionnaires auprès de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et du Fonds Mondial de Lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme.

3- Au titre du Ministère de la Fonction Publique et de la Réforme Administrative, en liaison avec le Ministère des mines, du pétrole et de l'énergie, le Ministère de l'éducation nationale, le Ministère des ressources animales et halieutiques, et le Ministère de la communication

Le Conseil a entériné les délibérations de la réunion du Comité chargé de l'examen des projets de nomination dans les départements ministériels, tenue le 17 Septembre 2012, et procédé aux nominations ci-jointes (Cf. Annexe 1) ;

AU TITRE DU MINISTERE DES MINES, DU PETROLE ET DE L'ENERGIE

- Membres du Conseil d'Administration de la Société des Energies de Côte d'Ivoire, en abrégé CI-ENERGIES :
 - Monsieur **Ibrahima CISSE**, représentant la Présidence de la République,
 - Monsieur **YAO Bhorey**, représentant la Primature,
 - Monsieur **OUATTARA Abou-bakar**, représentant le Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur,
 - Madame **KOFFI épouse NOEL Akissi Antonie**, représentant le Ministère de l'Economie et des Finances,
 - Monsieur **Sabati CISSE**, Représentant le Ministère des Mines, du Pétrole et de l'Energie.
- L'entérinement de la nomination de Monsieur **Ibrahima CISSE** en qualité de Président du Conseil d'administration de la Société des Energies de Côte d'Ivoire, en abrégé CI-ENERGIES.

AU TITRE DU MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

- Directeur de la Mutualité et des Œuvres Sociales en milieu scolaire : Madame **OUATTARA Joséphine YENE** ;
- Directeur de l'Orientation et des Bourses : Monsieur **AYEKOE Kobon Jérôme** ;
- Directeur des Ecoles, Lycées et Collèges : Monsieur **MEA Kouadio** ;
- Secrétaire Général de la Commission Nationale pour l'Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture, en abrégé UNESCO : Monsieur **BAMBA Lou Mathieu**.

AU TITRE DU MINISTERE DES RESSOURCES ANIMALES ET HALIEUTIQUES

- Conseiller en Etudes et Prospectives Economiques du Comité d'Administration du Régime d'Entreprise Franche de Transformation des Produits halieutiques, en abrégé CARF : Monsieur **YAO N'Guettia René**.

AU TITRE DU MINISTERE DE LA COMMUNICATION

- Directeur de l'Institut des Sciences et des Techniques de la Communication : Monsieur **Alfred DAN Moussa**.
-

C/ COMMUNICATIONS

1- Au titre du Ministère d'Etat, Ministère de l'Intérieur,

Le Conseil a adopté une communication relative au couplage des élections municipales et régionales.

Après la tenue des élections générales, du Président de la République et des Députés à l'Assemblée Nationale, il apparaissait nécessaire que se déroulent dans les délais les plus rapprochés, les

élections locales devant permettre la mise en place des Conseils municipaux et des Conseils régionaux.

L'organisation simultanée de ces deux (2) élections à la date du 24 février 2013, comme proposée par la CEI, permettra de réaliser des économies au plan financier, de gagner du temps dans l'achèvement des chantiers ouverts par les collectivités territoriales supprimées, et d'accélérer la mise en œuvre de la nouvelle politique de décentralisation adoptée par le Gouvernement.

2- Au titre du Ministère de la Santé et de la Lutte contre le Sida

Le Conseil a adopté une communication relative à la signature d'une convention de Partenariat avec Médical Bridges/Global Assistance.

Ce partenariat permettra à l'Etat:

- de profiter de l'expérience et de la notoriété de cet organisme (qui intervient dans 81 pays dans le monde) ;
- de réduire les coûts d'achat du matériel de santé (scanners, appareil de radiologie...) ;
- d'acquérir des équipements fiables et de qualité ;
- d'assurer la maintenance sur le territoire ivoirien et la formation continue du personnel.

3- Au titre du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique

Sur présentation du Ministre, le Conseil a adopté une communication relative aux dispositions prises pour une rentrée

académique régulière 2012-2013 dans les Universités et Grandes Ecoles publiques de Côte d'Ivoire.

Ainsi, pour l'année scolaire 2012/2013, les enseignements et les examens s'étaleront, pour le premier semestre, du lundi 15 octobre 2012 au samedi 16 mars 2013, et pour le second semestre, du lundi 18 mars au samedi 17 août 2013.

D/ Divers

- 1- Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur et le Ministre auprès du Président de la République, chargé de la Défense, ont informé le Conseil des circonstances de l'attaque du poste frontalier de Noé dans la nuit du 20 au 21 septembre 2012.

Cette attaque armée a été l'œuvre d'assaillants venus de Nougoua, village ghanéen situé à environ 7 kilomètres de Noé.

Les dispositions préventives prises par les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI) ont notamment permis de limiter les pertes en vies humaines, et d'infliger de lourdes pertes aux assaillants.

En vue de parer à toute éventualité, le Chef de l'Etat, Chef Suprême des Armées, a pris plusieurs mesures, dont le renforcement du détachement des FRCI basées le long de la frontière, ainsi que la fermeture des frontières le 21 septembre 2012. Cette dernière mesure a été allégée à partir du lundi 24 septembre 2012 par la réouverture des frontières aériennes et la mise en place d'un couloir humanitaire.

- 2- Le Ministre d'Etat, Ministre de l'Intérieur a informé le Conseil qu'une cérémonie de baptême et de remise d'épaulettes aux élèves Commissaires, Officiers et Sous-officiers de Police des promotions 2010-2012, aura lieu le 28 septembre 2012 à

l'Ecole Nationale de Police. Cette cérémonie, qui annonce le renouveau de la Police Ivoirienne, se déroulera en présence du Chef de l'Etat, et sera parrainée par Madame, Henriette Dagri Diabaté, Grande Chancelière de l'Ordre National.

3- Madame Ministre de la Santé et de la Lutte contre le Sida a informé le Conseil de la réalisation des deux premières greffes rénales en Côte d'Ivoire.

L'insuffisance rénale est un problème de santé publique pour lequel des efforts particuliers sont faits par l'Etat de Côte d'Ivoire. C'est dans ce cadre que le Chef de l'Etat a signé le 18 janvier 2012, un décret autorisant les prélèvements et l'utilisation de substances thérapeutiques d'origine humaine, ouvrant ainsi la voie aux greffes d'organes. Les médecins Ivoiriens des services de néphrologie, d'urologie et de cardiologie des CHU de Yopougon et de Treichville, assistés d'experts venus de Tunisie et de Belgique, ont ainsi réussi à réaliser avec succès les 24 et 25 septembre 2012, en Côte d'Ivoire, les deux premières greffes du rein sur des patients Ivoiriens.

Le développement de cette thérapie, avec la mise à disposition d'un centre et d'équipements adéquats, fera de la Côte d'Ivoire, un pôle d'excellence en la matière et réduira sensiblement le nombre de patients jusqu'ici obligés de se rendre à l'étranger pour bénéficier d'une transplantation rénale.

Fait à Abidjan, le 26 Septembre 2012

Bruno Nabagné KONE

Ministre de la Poste et des TIC

Porte-parole du Gouvernement

info@porteparole.gouv.ci